

## L'ÉMIGRATION HONGROISE ET LA CAMPAGNE D'ITALIE EN 1859<sup>1</sup>

---

Depuis la guerre d'indépendance de 1848-49, les aspirations à l'indépendance hongroise et celles qui tendaient à la création de l'unité nationale italienne, présentaient une certaine solidarité ; aussi est-il naturel que l'émigration hongroise ait, dès le début, mis ses espérances dans une aide venue de l'Italie ; on sait avec quel enthousiasme Louis Kossuth fut accueilli sur les côtes d'Italie lors de son départ pour l'Amérique ; on sait aussi qu'il attendait du succès de l'insurrection milanaise de grands résultats pour la Hongrie elle-même. Mais il est indéniable que par la suite la tournure que prit la guerre en Orient provoqua un certain éloignement entre Kossuth et la politique du Piémont, représentant les aspirations italiennes à l'indépendance et à l'unité nationale. En effet, en se ralliant aux puissances occidentales coalisées, auxquelles il envoya des troupes, le Piémont se trouva en relations plus amicales avec l'Autriche, qui se rapprochait de plus en plus de ces puissances, et d'autre part, Kossuth, en affirmant de plus en plus ouvertement sa solidarité avec MAZZINI, révolutionnaire aux yeux du gouvernement sarde, et en se livrant sans cesse, dans ses articles et ses discours, à de violentes attaques contre Napoléon III, en qui il voyait le champion du despotisme européen, ne pouvait compter sur la confiance de l'homme d'Etat diri-

1. L'auteur consacre à ce sujet une étude plus étendue — en s'appuyant sur des documents inédits — dans le tome II, à paraître prochainement, de son ouvrage : *Az absolutismus kora Magyarországon* (L'ère absolutiste en Hongrie). (N. d. I. R.).

geant du Piémont, le comte de CAVOUR. Il semble même qu'à un certain moment Cavour conçut le projet d'amener l'Autriche à renoncer volontairement à la Lombardie en échange d'une compensation du côté de l'est, probablement sur le territoire des principautés danubiennes. A cette époque — au printemps de 1855 — la gazette gouvernementale de Turin publia un communiqué, inspiré en haut lieu, qui condamnait nettement les visées de l'émigration hongroise. Il déclarait que le péril russe rendait nécessaire le maintien de la puissance autrichienne et qu'il était douteux que la Hongrie fût appelée à devenir une grande nation <sup>1</sup>.

Quand ensuite il devint manifeste que l'Autriche n'était pas disposée à renoncer à la Lombardie et quand, au Congrès de Paris, au commencement de l'année 1856, elle se montra l'ennemie inflexible des aspirations italiennes mais par contre l'amie de la France, la politique piémontaise commença de se rappeler l'existence de l'émigration hongroise et même de chercher à se rapprocher d'elle, mais tout d'abord en excluant entièrement la personne de Kossuth. C'est à cette époque que se place le voyage présumé de KLAPKA à Turin ; une année plus tard le comte Ladislas TELEKI se rendit aussi dans cette ville et fut satisfait de l'accueil qu'il y reçut.

Les choses en étaient là quand eut lieu à Paris, le 18 janvier 1858, l'attentat de la machine infernale d'ORSINI, qui pour un temps rendit de nouveau difficile tout contact entre les milieux gouvernementaux, quels qu'ils fussent, et les réfugiés, et sembla même exposer ceux-ci aux soupçons et aux persécutions. Avant de venir à Paris, Orsini avait fait un long séjour à Londres, où il avait connu François PULSZKY, un autre homme éminent de l'émigration hongroise, lequel, bien entendu, ne se doutait pas de ses criminelles intentions <sup>2</sup>. Depuis longtemps les gouvernements européens, mais surtout Napoléon III voyaient d'un mauvais œil l'excessive liberté de mouvements que le gouvernement britannique laissait aux divers réfugiés politiques, rassem-

1. Eugène Kastner, *L'Ungheria libera nel Risorgimento Italiano*. Corvina. 1924. [VIII], p. 50.

2. Pulszky Ferenc, *Életem és korom*, III, p. 238.

blés principalement à Londres. A la suite de l'attentat d'Orsini, Napoléon réussit enfin à persuader le ministère Palmerston de proposer au parlement le vote de l'*alien bill*, qui prévoyait des mesures d'exception touchant les réfugiés, et les plaçait éventuellement sous la surveillance de la police. Mais ce projet de loi fut si impopulaire qu'au lieu d'un règlement de police sur les étrangers il provoqua la chute de Palmerston<sup>1</sup>, et la publication des lettres d'Orsini prouva bientôt qu'après l'attentat Napoléon n'était pas devenu l'ennemi, mais au contraire l'ami des Italiens. Dès lors les émigrés hongrois fixés à Paris n'eurent pas de peine, grâce aux bonnes relations qu'ils entretenaient avec THOUVENEL, qui fut plus tard ministre, et BIXIO, qui l'avait été, ainsi que, par l'intermédiaire de ce dernier, avec le prince JÉRÔME NAPOLÉON, à dissiper la défiance qui régnait en ce pays à l'égard des réfugiés et particulièrement de Kossuth.

Par la suite, quand transpirèrent les nouvelles de la rencontre que Napoléon III et Cavour avaient eue à Plombières, et surtout quand les fiançailles du prince Napoléon avec une princesse de la maison royale de Piémont furent un fait accompli, les réfugiés ne doutèrent plus de la venue prochaine d'une guerre qui mit aux prises avec l'Autriche, la France et l'Italie coalisées, et cette perspective les encouragea à redoubler d'activité.

Ce fut KLAPKA qui en déploya le plus, et l'initiative de Cavour lui-même qui lui en fournit l'occasion. En août 1858 le ministre sarde lui fit savoir, par l'intermédiaire de son secrétaire d'Etat SANTA ROSA, qu'il jugeait nécessaire que l'Italie et la Hongrie convinssent d'un accord pour l'éventualité d'une guerre contre l'Autriche et que lui, Klapka, vint à Turin à cet effet. Klapka se rendit avec enthousiasme à l'invitation de Cavour, il arriva à Turin en septembre et se mit en contact avec Cavour lui-même. Bien qu'aucune note n'ait été prise à l'occasion de cette rencontre, il est hors de doute que dès lors fut mise sur le tapis la création d'une légion hongroise d'Italie que devait commander Klapka,

1. *Ibidem*, p. 240. Lettre de Vukovics du 1<sup>er</sup> février 1858. Bibliothèque du Lycée d'Eger.

mais celui-ci, à ce qu'il semble, ne se prêta pas encore à une convention définitive<sup>1</sup>.

Sur ces entrefaites, à l'occasion du nouvel an, fut prononcée à Paris la mémorable allocution dont Hyacinthe RÓNAI écrit, dans son journal de Londres, qu'« elle provoqua une grande excitation parmi les émigrés vivant à Londres et à Paris, principalement les Italiens et les Hongrois. Les espérances depuis longtemps éteintes se ranimèrent et il n'y eut guère de réfugié qui ne se préparât à rentrer enfin dans sa patrie perdue »<sup>2</sup>. Pulszky lui-même prouve que Klapka apporta à Londres, au commencement de janvier, la nouvelle que Napoléon III et Cavour étaient décidés à la guerre et qu'ils comptaient fortement sur l'appui de la nation hongroise<sup>3</sup>.

L'homme qui semblait le moins gagné par l'excitation était Kossuth qui, répondant longuement à IRÁNYI, le 6 janvier, au sujet des propositions franco-italiennes, ne mentionne même pas l'événement du jour, la sensation des Tuileries. Cette lettre est pleine de méfiance à l'égard des auteurs de ces propositions; instruit, évidemment, par les leçons du malheureux soulèvement des Sicules (Székely), Kossuth demande qu'avant de bouger, l'émigration hongroise prenne des dispositions telles qu'elle soit assurée du concours de la France; faute de quoi, la patrie subira le même sort que la Pologne... Les Hongrois doivent être à eux-mêmes, et consciemment, leur propre but, et non pas l'instrument d'intrigues étrangères. A la question d'Irányi, lui demandant sur quel pied il vit avec Klapka, Kossuth répond d'une manière évasive, mais par contre il déclare que si la Hongrie entre en guerre il désire être placé lui-même à la tête de l'armée, mais qu'il verrait volontiers Klapka à ses côtés, en qualité de chef de l'Etat-Major. Il insiste encore sur ce point que, grâce à son influence personnelle sur l'opinion publique anglaise, il est en mesure de garantir que l'Angleterre n'interviendra pas dans la guerre. Enfin il conclut ses instructions à Irányi en lui disant que, quand Satan lui-même leur tendrait la

1. Attilio Vigevano, *La Legione Ungherese in Italia*, Roma, 1924, p. 41-42.

2. *Journal de Rónay*, III, p. 46.

3. Pulszky, *ouvr. cit.*, III, p. 241.

main, ils pourraient l'accepter, bien qu'avec circonspection, mais qu'ils ne pourraient la solliciter. Refuser cette main ou retirer la nôtre équivaldrait à une mort morale<sup>1</sup>.

Peu après, le 17 janvier, Klapka se rendit enfin chez Kossuth. Ils eurent ensemble, à plusieurs reprises, des entretiens dont Kossuth lui-même publia un compte-rendu détaillé<sup>2</sup>. Klapka raconta qu'il avait causé avec le prince Napoléon, avec Cavour et même avec le roi Victor Emmanuel, et que ce dernier était absolument résolu à la guerre avec l'Autriche. Il est assuré de l'appui de la France, mais l'armée française n'est pas prête et ne peut songer à attaquer avant le mois de mai. Tous sont convaincus de la nécessité de la participation de la Hongrie, pour laquelle ils donneront de l'argent, des armes, des vaisseaux pour le débarquement, et même une division française, mais seulement comme troupe de couverture. Mais ensuite, de ses réponses aux questions que lui pose Kossuth, il appert que du côté français cette promesse n'a été faite que par le « prince rouge » qui pense pouvoir gagner l'assentiment de l'empereur et qui a même promis à Klapka de le faire recevoir par Napoléon III ; d'autre part l'on reconnaît, tant du côté italien que du côté français, que sans Kossuth on ne peut rien faire en Hongrie, aussi désire-t-on savoir quelles conditions il met à sa coopération. Sur quoi Kossuth déclare devant Klapka qu'à moins d'une promesse de l'empereur il ne saurait se fonder sur cette offre ; que la création, en terre étrangère, d' « une petite *légionette* » n'est pas une condition suffisante pour faire courir des risques à son pays et qu'il saura même empêcher qu'on l'y expose ; sans garanties, il n'entre en pourparlers avec personne. En outre il se réserve le commandement de l'armée, pour lequel le qualifient les études qu'il poursuit depuis dix ans et auquel sa responsabilité l'oblige ; par contre il verrait volontiers Klapka dans les fonctions de chef d'Etat-Major. Pour lui, il n'invitera pas la nation à prendre les armes sans avoir l'assurance que les troupes alliées pénétreront aussi en Hongrie ; il faut que le drapeau français s'aventure jusque sur le sol hongrois, c'est là une condition

1. *Kossuth iratai*, p. 91 ss.

*sine qua non* ! Klapka déclara que ses vues s'accordaient entièrement avec celles de Kossuth, qu'il se chargea de représenter et d'appuyer à Paris <sup>1</sup>.

Au mois de mars suivant, la mission de Lord COWLEY à Vienne et le projet d'un congrès de la paix occupèrent l'Europe entière et en même temps les émigrés ; mais aucune interruption ne survint dans la correspondance de Kossuth avec ceux de Paris, entre autres, dès alors le comte László (Ladislas) TELEKI, ainsi qu'avec LUDVIGH, qui vivait à Bruxelles. A cette époque, Kossuth écrivit aussi à Miklós KRIS, à qui il déclara que si la communauté d'intérêts l'amenait à serrer la main à quelqu'un, il ne manquerait pas d'être pour cet homme un allié fidèle, mais qu'il ne voulait pas du rôle de suppliant et de renégat. A Ludvigh, il déclare que non seulement « il ne cache pas son passé dans sa poche », mais qu'à l'avenir il ne changera même pas de ton, s'il juge à propos d'élever la voix <sup>2</sup>.

Après Klapka, ce fut au tour du comte Ladislas Teleki de se rapprocher de Kossuth qu'il n'avait pas vu depuis onze ans et avec qui, depuis neuf ans, il n'avait pas échangé de lettres ; c'était le signe que tous, tant qu'ils étaient, voyaient arriver l'heure de l'action et sentaient la nécessité d'aplanir les différends qui les avaient divisés jusqu'alors. Pour lui, à la vérité, il restait encore sceptique quant à la déclaration de guerre et quant à la sincérité des projets concernant la Hongrie, mais il aimait à se laisser électriser par les espoirs de Klapka et voulait saisir l'occasion de manifester la ferveur et la constance de ses sentiments envers Kossuth, qui y répondit avec autant de chaleur et lui envoya aussi le mémorandum qu'il venait de faire parvenir à SZARVADY et qui était destiné directement à l'usage de l'empereur et du prince Napoléon <sup>3</sup>.

La correspondance entre KOSSUTH et SZARVADY <sup>4</sup> éclaire

1. *Ibidem*.

2. Lettres du 3, du 4 et du 15 mars. Nemzeti Muzeum, Fonds Kossuth.

3. Lettre de TELEKI, datée du 19 mars, reproduite dans *Kossuth iratai*, I, p. 177 : l'original se trouve au Nemzeti Muzeum, Fonds Kossuth.

4. *Kossuth iratai*, I, p. 159, 177, 192 et suivantes ; cf. aussi : Nemz. Muz., Fonds Kossuth : lettres des 5 et 11 mars.

encore mieux la pensée du grand homme d'Etat. Kossuth y déclare expressément, à plusieurs reprises, qu'il ne permettra pas que l'on entraîne la nation dans une entreprise engagée à la légère, et laisse percer l'humeur qu'il ressent à voir les Italiens s'obstiner à parlementer, par-dessus sa tête, avec Klapka, ainsi que la méfiance que lui inspire pour cette raison le gouvernement de Turin : ne voilà-t-il pas que ce dernier se refuse déjà à laisser venir Szarvady ; on ne veut pas traiter avec lui, Kossuth, pas même indirectement ; car on sait qu'il ne mendie pas : « Un mendiant n'est pas exigeant — dit-il — pour moi, c'est une autre affaire ! »

Kossuth envoie ensuite à Szarvady une lettre détaillée, datée du 26 mars, où éclate de nouveau son mécontentement au sujet de ces négociations contraires au point de vue qu'il soutient inflexiblement ainsi qu'une certaine méfiance à l'égard de Klapka ; afin que l'Empereur et le Prince soient exactement informés, il y joint un memorandum en langue française daté du 25 mars <sup>1</sup>. Cet écrit contient sous une forme claire et déterminée ses conditions et stipulations déjà connues, il déclare vaine toute tentative de congrès, expose pourquoi, sans la coopération de la Hongrie, la victoire sur les Autrichiens n'est pas certaine en Italie, qu'elle n'est même pas chose facile, et que la question austro-italienne ne peut être résolue définitivement que par l'indépendance de la Hongrie ; enfin il proteste contre toute tentative dont le but serait de fomenter une insurrection dans sa patrie sans son assentiment personnel et sans une forte coopération militaire de la France <sup>2</sup>.

Enfin, le 30 mars, Szarvady peut lui rendre compte de l'entretien qu'il a eu avec Cavour lui-même, arrivé à Paris entre temps, ainsi que de celui de l'homme d'Etat italien avec Bixio, partisan enthousiaste de la cause hongroise. Au cours de ces conversations, Cavour manifesta ses inquiétudes et ses prétentions avec la plus complète sincérité. Il voyait des difficultés dans le transport en Hongrie de

1. *Kossuth iratai*, p. 168 ss.

2. *Ibidem*, p. 192 ss.

troupes hongroises ou italiennes, contre lequel l'Angleterre pourrait élever des objections, il recommandait un accord entre les Hongrois et la Roumanie. Il ne dissimulait pas qu'il ne cesserait de nourrir une certaine méfiance à l'égard de Kossuth tant que celui-ci serait l'ami de MAZZINI et collaborerait au journal de cet adversaire irréconciliable du gouvernement piémontais, qui ne cachait pas qu'il ne cessait d'envoyer des assassins contre l'empereur Napoléon III. Cavour souleva même ouvertement la question suivante : un appel lancé par Klapka, ce chef éprouvé, n'aurait-il pas sur les soldats hongrois plus d'ascendant que s'il émanait de Kossuth, un politicien ? Sur quoi Bixio riposta avec beaucoup de justesse en demandant à Cavour s'il pensait qu'une proclamation de Lamarmora, le ministre de la guerre du Piémont, aurait quelque effet sur les soldats italiens si lui, Cavour, la désavouait publiquement. Enfin le président du conseil sarde — qui avait reçu aussi un exemplaire du memorandum de Kossuth — manifesta le désir de voir se former à Turin, pour s'occuper de la cause hongroise, un comité où Klapka prendrait place aux côtés de Kossuth. Dans une lettre<sup>1</sup> écrite dès le lendemain, Szarvady fait part de l'impression que le memorandum ou — comme il s'exprime — la déclaration de Kossuth a produite sur Ladislas Teleki. Ce dernier aurait préféré, dans l'intérêt de l'auteur, que cette déclaration fût rédigée autrement, et redoute qu'elle ne fasse une mauvaise impression ; suivant Teleki, Kossuth présente par trop la question comme s'il s'agissait d'une affaire personnelle. Szarvady ne partage pas cet avis, il approuve le memorandum et, s'il n'arrive pas à y décider Teleki, il le remettra lui-même au prince Napoléon ; mais il tient à ce que l'affaire n'amène pas une scission entre les chefs de l'émigration, à ce « qu'ils ne travaillent pas les uns contre les autres. Nous sommes à peine au commencement — dit-il — et déjà nous voyons ce que nous avons à attendre de nos amis. Prenons donc garde à l'étranger et prenons garde à nos propres troupes. » Il annonce aussi que Cavour ne se prête pas à un désarme-

1. Nemzeti Muzem, Fonds Kossuth.

ment et ne voudra pas non plus du congrès ; maintenant la question qui se pose est la suivante : que va faire l'Autriche ? L'Angleterre — à ce qu'il semble — est hostile au Piémont. A Paris, on travaille comme si l'on voulait la guerre, mais Szarvady croit déjà qu'à moins d'une circonstance imprévue le conflit n'éclatera pas cette année-là. On a tout gâté, on s'est montré maladroit à Paris comme à Turin.

Nous apprenons par une communication de Miklós Kiss <sup>1</sup> que Teleki remit pourtant au prince, le 3 avril, la déclaration de Kossuth, et que l'empereur la lut aussi — probablement le lendemain. C'est ce que confirme une lettre de Teleki <sup>2</sup>.

A cette époque, dans l'entourage de Kossuth, on faisait déjà de grands préparatifs en vue de la guerre. Sándor Veress ayant rendu visite, le 10 avril, au vieux Daniel Ihász, le trouva au comble du ravissement, parce qu'il avait lu dans un journal que l'Autriche avait déclaré la guerre à Victor-Emmanuel ; il essaya son vieil uniforme, naturellement trop étriqué, avec son sabre envahi par la rouille ; son humeur batailleuse s'était réveillée et déjà il présentait Veress à ses connaissances comme son adjudant <sup>3</sup>. Ayant appris que dans la patrie on attendait nerveusement quelque orientation sur les perspectives politiques, Kossuth envoya en Hongrie de nouvelles informations par le canal d'un Anglais parlant allemand ; par la même occasion il voulait être informé des dispositions publiques, et les nouvelles qu'il reçut furent très encourageantes à son endroit. Mais, précisément alors, la situation européenne l'était beaucoup moins, car, selon une déclaration faite par Cavour le 17 avril, celui-ci était déjà disposé, à la suite d'une pression anglaise, à céder tant sur la question du désarmement que sur celle du congrès, à condition que la Sardaigne pût prendre part à ce dernier sur un pied d'égalité avec les grandes puissances <sup>4</sup>. Par bonheur pour ceux

1. *Ibid.* Extrait d'une lettre du 6 avril.

2. *Kossuth iratai*, p. 191.

3. A. Veress, *A magyar emigráció Keleten*, II. kötet, p. 242-243.

4. *Kossuth iratai*, p. 205.

qui souhaitaient la guerre, l'accord échoua — comme on sait — devant l'attitude intransigeante de l'Autriche.

A partir du commencement de cette année eut lieu entre le roi Victor-Emmanuel d'une part et le prince Napoléon — devenu déjà le gendre du roi — d'autre part un vif échange de dépêches et de lettres <sup>1</sup> au cours duquel, le 23 avril, le prince demanda à Cavour quelles nouvelles il avait de Klapka et lui écrivit, le 25, qu'il attendait ce dernier avec impatience. Le 29 eut lieu la rencontre avec le prince JÉRÔME, à laquelle prirent part TELEKI, KLAPKA et BIXIO qui, à cette occasion, se déclarèrent prêts à coopérer avec KOSSUTH. Le prince leur fit un accueil extrêmement sympathique et les chargea, au nom de l'empereur, d'inviter Kossuth à venir à Paris, afin de prendre contact avec lui personnellement <sup>2</sup>. Teleki, Klapka, Gergely Bethlen et Miklós Puky se rendirent à Londres et portèrent la nouvelle à Kossuth ; celui-ci travaillait déjà aux plans des opérations militaires qui allaient, à ce qu'il croyait, se dérouler sur le territoire hongrois <sup>3</sup> ; comme bien l'on pense, il était tout disposé à accepter l'invitation.

Il est hors de doute que ce revirement s'expliquait par la décision prise entre temps du côté autrichien en ce qui concernait l'ouverture des hostilités. L'Autriche ayant adressé, le 23 avril, un ultimatum au roi de Sardaigne et de Piémont, et cet ultimatum ayant été refusé, l'état de guerre commença le 26 avril et, les troupes autrichiennes ayant franchi la frontière piémontaise le 29, l'empereur Napoléon vit là un *casus belli* en ce qui regardait la France. Bien que, pour l'instant, les opérations n'eussent pas encore commencé, les membres de l'émigration envisageaient avec le plus grand optimisme l'issue de la lutte qui venait de s'engager. Le baron Miklós JÓSIKA lui-même, malgré sa nature sceptique, et bien qu'il ne crût guère aux avantages que la Hongrie

1. *L'Italie libérée* (1857-1882). Lettres et dépêches du roi Victor-Emmanuel II et du comte de Cavour au prince Napoléon, *Revue des Deux Mondes*, 1923, pp. 41-52, 550 et suivantes.

2. *Kossuth iratai*, p. 207-208.

3. Notes du 30 avril sur les opérations militaires en Hongrie. Nemzeti Muz., Fonds Kossuth, I.

pouvait attendre de cette campagne, considérait comme certaine une brillante victoire des ennemis de l'Autriche. Partout les émigrés se remuent : MÓRIC PERCZEL quitte l'île de Jersey pour Paris, les officiers *honvéd* (armée nationale hongroise) réfugiés à l'étranger se rassemblent déjà sur le sol italien ; ceux de Constantinople eux-mêmes attendent impatiemment l'heure du départ<sup>1</sup>.

Kossuth arrive à Paris dès le 3 mai et à partir de ce jour, jusqu'au fatal revirement de Villafranca, il déploie pour ainsi dire une activité fiévreuse et vraiment admirable. Cette activité, il nous l'a décrite lui-même, dans le premier volume de ses écrits du temps de l'émigration (*Irataim az emigratióbol*), d'une façon si vivante et si détaillée que nous pouvons nous contenter ici de la faire connaître dans ses grandes lignes.

Au su des autorités françaises, mais sous le nom de GEORGE BROWN, Kossuth se rendit à Paris, en compagnie de KLAPKA et de TELEKI ; là, dans la matinée du 5 mai, il fut reçu avec ses amis par le prince NAPOLÉON et le même jour, vers minuit, par l'empereur, auprès duquel le conduisit le prince lui-même. La partie la plus essentielle de son entretien avec le prince consista en ce que, tout en affirmant ses sentiments républicains, Kossuth accéda volontiers au désir exprimé par son interlocuteur que la Hongrie, une fois délivrée, adoptât comme forme de gouvernement non pas la République mais la monarchie constitutionnelle, un comité devant se charger de la conduite des affaires jusqu'à ce que le futur roi prît possession du trône. Il crut d'ailleurs pouvoir tout de suite offrir la couronne de Saint-Etienne au prince JÉRÔME NAPOLÉON, mais celui-ci déclina cet honneur, disant que l'exemple du grand fondateur de leur dynastie avait enseigné aux Bonaparte que l'empire français provoquait contre lui une coalition européenne si des membres de la famille impériale s'asseyaient sur les trônes de l'Europe. Kossuth déclara encore de la manière la plus catégorique et la plus explicite que sa patrie ne pren-

1. Lettre de Jósika du 1<sup>er</sup> mai, passage cité. Rónay, *ouvr. cité*, III, p. 51 et suivantes. Cf. Veress, *ouvr. cité*, II, p. 367.

draît part à la guerre qu'à une double condition : le drapeau français serait déployé sur le sol hongrois, à la tête de forces considérables, et l'empereur Napoléon III déclarerait, dans une proclamation adressée à la nation hongroise, qu'il envoyait une armée en Hongrie à titre d'ami et d'allié, afin de réaliser la déclaration d'indépendance de 1849. Il se voyait aussi forcé de demander de l'argent et des armes, non seulement pour les troupes hongroises combattant sur le sol italien, mais pour l'armée nationale qui allait être organisée dans la patrie, mais il considérait le tout comme une avance qui serait remboursée plus tard. Le Prince, qui paraissait d'accord sur tous les points, annonça que, si l'Empereur était disposé à partager ces vues, il parlerait lui-même à Kossuth.

L'entrevue avec l'Empereur fut marquée par le même caractère familier et sans façon. NAPOLÉON III commença par s'excuser en quelque sorte de ce qui s'était passé huit années auparavant, lorsqu'il avait fermé les frontières de la France à Kossuth, qui se rendait de Kiutahia en Angleterre. Le reste de l'entretien prouva que le prince avait transmis fidèlement les vœux de Kossuth et les avait même chaudement appuyés ; en ce qui concernait la proclamation, l'Empereur ne voyait aucune difficulté, car il y avait un précédent, bien que demeuré sans succès : celui qu'avait créé Napoléon le Grand ; quant à porter jusqu'en Hongrie le champ de bataille, ce projet se heurtait à un grand obstacle : l'opposition probable de l'Angleterre qui, étant donnés les sentiments du ministère Derby à l'égard de l'Autriche, pourrait même se manifester sous la forme d'une intervention. De ce côté, il faudrait se procurer des garanties. Sur quoi Kossuth déclara qu'il se faisait fort de créer outre Manche, au moyen de réunions populaires, un courant d'opinion qui renversât le gouvernement *tory* et portât au pouvoir un gouvernement *whig* lequel, en tout état de choses, garantirait sa neutralité. Après avoir assuré lui-même Kossuth qu'il n'y avait pas à redouter une intervention de la Russie, l'Empereur, avant de clore l'entretien, souleva encore une question : ne serait-il pas opportun d'organiser en Transylvanie un petit mouvement insurrec-

tionnel ? Mais sur l'opposition formelle exprimée par Kossuth, il abandonna bientôt cette idée, déclara expressément qu'ils étaient d'accord et assura le chef de l'émigration hongroise qu'à moins de pouvoir donner les garanties désirées par celui-ci il ne réclamerait pas le concours de la Hongrie. Il invita Kossuth à envoyer ses amis en Italie pour y organiser la légion hongroise pendant qu'il se livrerait à son agitation en Angleterre ; en même temps il faudrait préparer aussi l'opinion hongroise, et il serait bon d'envoyer à Bucarest et à Belgrade des délégués auxquels les agents diplomatiques français prêteraient leur appui. L'Empereur prit congé de Kossuth en lui disant : au revoir en Italie !

Au cours d'une promenade qu'ils firent ensemble cette nuit-là sur les bords de la Seine, le prince Napoléon assura Kossuth que l'Empereur s'était exprimé devant lui beaucoup plus catégoriquement qu'il n'aurait osé l'espérer lui-même.

Le lendemain, Kossuth et ses amis se mirent en rapports avec l'homme de confiance de l'Empereur, le sénateur Piétri, et le jour même ils fondèrent à eux trois — Kossuth, Teleki et Klapka — la *Magyar Nemzeti Igazgatóság* (Comité national hongrois) qui choisit Gênes comme résidence provisoire et chargea de la rédaction des procès-verbaux Daniel IRÁNYI, de la correspondance militaire Imre SZABÓ, et de la gestion financière Miklós PUKY. Ils décidèrent en même temps d'envoyer en Roumanie le général CZECH pour servir d'agent auprès du prince Couza, en Serbie Ferenc PULSZKY ou János LUDVIGH, ainsi que le général VETTER pour les dispositions d'ordre militaire. Le comte Sándor KARACSAJ fut chargé des missions diplomatiques à Constantinople. On déclara qu'il fallait s'occuper sans retard d'organiser en Piémont l'armée hongroise : celle-ci devait se composer tout d'abord de deux brigades d'infanterie et d'une brigade de cavalerie, mais de telle manière qu'on pût, par la suite, les transformer en divisions. Le commandement de la première brigade d'infanterie fut confié au colonel Miklós KISS, celui de la seconde au colonel IHÁSZ, celui de la brigade de cavalerie au colonel Comte Gergely BETHLEN. En outre le colonel István SZABÓ fut chargé d'organiser une division d'artillerie et de

général. Le contrôle général de l'organisation des forces hongroises en Piémont fut confié au général PERCZEL, en attendant qu'il prit le commandement d'une armée dans la patrie même. Le colonel SRÉTER fut attaché provisoirement au comité jusqu'au moment où il pourrait être chargé des fonctions d'inspecteur général de la cavalerie. Ceux qui revenaient d'Amérique et perdaient ainsi une situation lucrative devaient, si les attentes du comité ne se réalisaient pas, être indemnisés par le gouvernement piémontais. Mis au courant de tout, le prince Napoléon télégraphia à Cavour pour l'informer du règlement de l'affaire hongroise et de la formation du comité national <sup>1</sup>.

Tandis que sans tarder Klapka partait pour Gênes, où il arriva le 9 mai, et se rendait aussi à Turin, afin de conférer avec Cavour <sup>2</sup>, — dès le 8 mai Kossuth rentrait à Londres, où les élections législatives battaient leur plein. Il se proposait d'utiliser, pour agiter l'opinion publique, l'intervalle entre ces élections et l'ouverture du parlement, fixée à la fin de mai, mais en attendant il avait énormément à faire ; outre la préparation des réunions populaires il travaillait alors à un volumineux ouvrage technique — resté inachevé — sur l'organisation et le règlement de la future armée hongroise, avec les tableaux explicatifs nécessaires <sup>3</sup>, et préparait aussi des instructions détaillées, datées du 18 mai, à l'usage de son futur chargé d'affaires en Hongrie, dans lesquelles il lui traçait tout au long sa ligne de conduite. C'est encore à cette époque que se place la rencontre, tout à fait secrète, qu'il eut à Londres avec le jeune Obrénovitch, le prince MICHEL, fils du vieux prince Miloch (rappelé à la place du prince Karageorgevitch tout récemment exilé) et marié à une Hongroise, la comtesse Julia Hunyadi. Le résultat de cette entrevue fut qu'ils tombèrent entièrement d'accord, Kossuth sympathisant avec les aspirations de la Serbie à l'indépendance, ne désirant utiliser le territoire de ce pays que pour y faire passer son armée et se déclarant

1. *Revue des deux Mondes*, article cité, p. 575.

2. *Vigevano, ouvrage cité*, p. 45.

3. Manuscrit daté du 1<sup>er</sup> mai : Nemz. Muz. Fonds Kossuth.

prêt, éventuellement, à permettre à la Croatie de se détacher de la couronne de Saint-Etienne <sup>1</sup>.

Tandis que Bertalan SZEMERE, abandonné entièrement à lui-même, s'efforçait vainement de placer dans les journaux français des articles anti-autrichiens, ceux des émigrés qui étaient soldats s'étaient presque tous rassemblés à Gènes où Napoléon III débarqua le 12 mai avec son armée.

La tâche entreprise par Kossuth à la suite de sa promesse à l'Empereur Napoléon III était vaste et ardue. Lui, l'étranger, l'exilé, il lui fallait, par la seule force de son éloquence et le secours de quelques amis, susciter un changement de ministère qui garantît la neutralité anglaise pour le cas où seraient en jeu non pas seulement une ou deux provinces italiennes de l'Autriche mais l'existence même de ce pays. Mais ce n'était pas tout : le 13 mai, dès que la guerre eut éclaté, la reine d'Angleterre se hâta de proclamer dans une déclaration catégorique et solennelle la neutralité de ses Etats, si bien qu'en apparence l'agitation à laquelle se livrait Kossuth devint sans objet, mais uniquement en apparence, car chacun savait, aussi bien que l'Empereur Napoléon III lui-même, que, fidèle à ses traditions, le parti *tory* ne regarderait pas d'un œil indifférent le démembrement de l'Autriche ; dès lors il était nécessaire que le ministère *tory* fût remplacé par un cabinet du parti *whig*, ce que l'on ne pouvait atteindre autrement que par une imposante manifestation de l'opinion publique anglaise en faveur d'une guerre dont le but était de libérer en même temps la nation italienne et la nation hongroise. A cet égard, Kossuth comptait principalement sur COBDEN, mais par hasard celui-ci se trouvait précisément en Amérique ; Kossuth était donc réduit à peu près exclusivement à l'assistance de ce Charles GILPIN qui avait déjà été son principal appui lors de son arrivée en Angleterre ; Gilpin avait une grande influence, non seulement comme député mais comme membre du conseil municipal de Londres, et jouissait de la confiance de Palmerston.

On convint de quatre grandes réunions populaires : la

1. *Kossuth iratai*, I, p. 386 et suivantes.

première devait être convoquée à Londres, la seconde à Manchester, la troisième à Bradford, la quatrième à Glasgow, et toutes quatre — eu égard à la prochaine ouverture du parlement — devaient avoir lieu dans les huit jours. PULSZKY accompagna Kossuth à chacune de ces réunions et témoigne dans son livre de l'immense impression qu'y produisit l'orateur<sup>1</sup>. Le hasard voulut que le jour où avait lieu la première de ces réunions publiques, celle de Londres, se produisit aussi, à Montebello, le premier choc entre les Autrichiens et les alliés, qui — déjà — se termina par la victoire de ceux-ci. Le meeting de Londres fut présidé par le Lord Maire lui-même, qui ouvrit la séance en déclarant tout d'abord que le désir unanime de l'assistance était que l'Angleterre gardât la neutralité, à quelque partie de l'Autriche que la guerre vînt à s'étendre. Après avoir encore exprimé le vœu que la lutte se terminât par le triomphe de la liberté des peuples, il passa la parole à Kossuth, « le chef du dernier gouvernement hongrois qui fût légal. »

Ayant exposé le but que Kossuth se proposait dans ces discours, dont le texte — à l'exception de celui de Glasgow — est d'ailleurs à notre disposition<sup>2</sup>, nous pouvons nous dispenser d'en faire connaître la teneur. La résolution adoptée par l'assemblée de Londres, et qui répondait entièrement à l'esprit du discours prononcé par Kossuth, fut portée par le Lord Maire lui-même, à la tête d'une députation, au premier ministre Derby; celui-ci se vit forcé de déclarer qu'il était parfaitement d'accord avec les signataires. Des résolutions analogues furent votées au cours des trois autres meetings.

Le parlement s'ouvrit, et pas plus que dans le précédent le gouvernement n'y eut la majorité absolue. Un ordre du jour fut proposé par lequel la Chambre refusait sa confiance au cabinet Derby; il fut voté à une faible majorité. Le ministère démissionna et le soin de former le nouveau cabinet

1. *Vol. cité*, p. 245.

2. *Kossuth iratai*, p. 247-315. Le manuscrit du discours de Bradford se trouve parmi les manuscrits du Nemzeti Muzeum et renferme de si violentes attaques contre la personne de l'Empereur d'Autriche qu'il a fallu les omettre dans l'impression de *Kossuth iratai*, ce que laisse entendre à demi-mot une remarque de Helfy.

fut confié à ce même lord Palmerston qui — d'accord avec ses futurs collègues — avait préalablement, par l'intermédiaire de Gilpin, assuré par écrit Kossuth que s'il parvenait au gouvernement il garantirait la neutralité de l'Angleterre même pour le cas où la guerre s'étendrait des rives du Pô à celles du Danube et de la Tisza. Kossuth avait donc rempli la promesse qu'il avait faite à Napoléon III ; il ne tenait plus qu'à celui-ci de remplir la sienne.

Tout en se livrant à cette vaste agitation, Kossuth trouvait encore le temps d'engager des pourparlers en vue d'une alliance avec la Roumanie. A cet effet, KLAPKA se chargea de se mettre personnellement en rapports avec les facteurs de la politique roumaine. Il conclut alors avec le Prince ALEXANDRE COUZA, élu tour à tour prince de Moldavie et de Valachie par les assemblées nationales de ces pays, aux mois de janvier et février de cette même année, une convention<sup>1</sup> qu'il envoya ensuite à Kossuth et qui fut montrée aussi à Napoléon III. Le prince s'engageait à autoriser les « patriotes hongrois » à établir des arsenaux sur le territoire valaque et même à leur procurer 20.000 fusils, pris sur les armements que la France devait lui fournir, ainsi qu'à assurer jusqu'à la frontière le transport des munitions, que Klapka se chargeait de se procurer. Par contre les Hongrois s'engageaient par cette convention à aider la Moldo-Valachie à s'emparer de la Bukowine ainsi qu'à garantir de la manière la plus large les droits de la nationalité valaque en Hongrie. Cet accord prévoyait aussi que la Transylvanie déciderait elle-même, après la guerre, la question de son union administrative avec la Hongrie ou du maintien du séparatisme ; il proclamait le principe de la fraternité et assignait comme but final à ces efforts une confédération entre la Hongrie, la Serbie et la Moldo-Valachie.

Cet accord, qui n'entra jamais en vigueur, signifiait pour la Hongrie, à côté de faibles avantages, de grandes concessions de sa part ; il était même douteux qu'il dût être respecté, car la puissance de Couza ne reposait pas sur des bases solides et l'opposition, que dirigeait Jean BRATIANU, se

1. Communiquée dans *Kossuth iratzi*, I, passage cité plus haut.

refusait catégoriquement à le reconnaître et ne faisait aucun mystère de ses prétentions à la possession de la Transylvanie. Kossuth lui-même, quand il publia ses écrits, caractérisa d'une manière tout à fait frappante la politique traditionnelle roumaine, qui rendait douteuse la valeur de l'accord conclu avec le Prince COUZA : « Environnée — dit-il — par la mer des peuples slaves, il est clair que la nation roumaine, dans l'intérêt de son indépendance et par le fait de sa situation géographique, ne saurait se passer d'une alliance avec la nation hongroise », et pourtant « elle n'a pas la force de dépouiller les sentiments de haine qu'elle nourrit à notre endroit <sup>1</sup>. »

De plus en plus, dès alors, la direction centrale de l'émigration s'installait en territoire italien et cherchait à entrer directement en contact avec le roi du Piémont et son gouvernement. Le 23 mai KLAPKA est à Turin, d'où il mande qu'il a causé avec CAVOUR ainsi qu'avec FARINI, que le roi signera d'ici un jour ou deux le décret concernant l'organisation de la légion hongroise et que, cette dernière comptant de toutes façons un trop grand nombre d'officiers, ceux qui y seraient superflus seront envoyés à l'armée pour encourager les défections et pour se charger des transfuges. A la même époque, Miklós Kiss, qui se trouve à Gênes et a causé aussi avec le prince Napoléon, écrit que parmi les Hongrois, dont le nombre s'accroît de plus en plus dans cette ville, il règne une grande confusion, car l'organisation se fait attendre ; de même, suivant Klapka et Teleki, il serait désirable que Kossuth arrivât le plus tôt possible <sup>2</sup>.

En fait, le décret royal fut signé dès le 24 mai, et le retard survenu dans sa publication est expliqué par Cavour dans une lettre, datée du 26 mai <sup>3</sup>, au sénateur PIÉTRI : il déclare que l'envoyé de la Russie et GORTCHAKOF lui-même désirent que l'on suspende l'organisation de la légion hongroise, eu

1. *Ibidem*, p. 382. Cf. B. Jancsó, *Erdély* (La Transylvanie), etc., pages 94 et suivantes. Lettre de Balaceanu de Gênes, Nemzeti Muzeum.

2. Extraits d'une lettre de Klapka, datée du 23, et de lettres de M. Kiss, du 21 et du 24, toutes dans le Fonds Kossuth du Nemzeti Muzeum.

3. Nemzeti Muzeum, fonds Kossuth. Voir Vigevano, *ouvr. cité*, p. 47.

égard à l'impression qu'elle pourrait provoquer en Allemagne ; même, à en croire l'envoyé de la France, l'Empereur Napoléon III verrait d'un bon œil une pareille mesure ; Cavour préférerait que Kossuth continuât à recruter les légionnaires hongrois sans que le décret fût publié.

En présence de cette opposition, il était grand besoin, effectivement, que Kossuth arrivât enfin ; on croyait savoir à Vienne<sup>1</sup> que tel était le vœu de Napoléon III ; de son côté, PULSZKY le pressait de se mettre en route, car il craignait qu'en son absence Klapka et Teleki ne commissent quelque maladresse ; d'ailleurs les préparatifs du voyage étaient déjà commencés.

Si son attachement rigide aux conditions par lui stipulées, son attitude réservée, qui en était la conséquence, de même que son arrivée tardive en Italie, peuvent être envisagées comme ayant entraîné le retard dans la formation de la légion hongroise et fait échouer les intentions plus hardies et plus énergiques de Klapka, on ne saurait nier que du point de vue des intérêts hongrois les événements justifiaient la conduite de Kossuth, car si la troupe hongroise avait versé son sang et pris une part effective à cette guerre, dont le cours fut extrêmement rapide, l'Italie — tout au plus — en aurait tiré profit ; quant à la Hongrie, dont l'affranchissement fut d'ailleurs empêché par la promptitude de la victoire et la conclusion inopinée de la paix, l'unique résultat aurait été pour elle la perte de quelques-uns de ses fils les plus héroïques.

On sait que la bataille de Magenta, qui eut lieu dès le 4 juin, la prise de Milan, survenue quatre jours plus tard, et la victoire de Solferino (24 juin) décidèrent en quelques semaines du sort de la guerre, si bien que, lorsqu'elle fut effectivement constituée, la légion hongroise avait déjà perdu sa raison d'être ; entre tous les partisans hongrois, un seul, Etienne Türr, qui s'était joint à la troupe de chasseurs formée par les volontaires de Garibaldi, eut l'occasion de combattre pour l'Italie et fut même grièvement blessé à la bataille de Tre Ponti, ce qui attira de nouveau sur lui

1. *Gens. Dép.* rapport de Londres du 31 mai et du 1<sup>er</sup> juin.

l'attention publique et lui valut une lettre chaleureuse de son chef, lettre datée de Paitone, le 17 juin : « Le sang hongrois — écrivait GARIBALDI — a coulé pour l'Italie, scellant la fraternité qui doit unir nos deux peuples à l'avenir. » Il exprimait aussi l'espoir de revoir bientôt son ami à ses côtés, afin de conduire ensemble leurs jeunes soldats à de nouvelles victoires <sup>1</sup>...

Le noyau de la légion hongroise était une petite troupe formée à Gênes le 5 mai, dans le fort Castellaccio, et qui se composait exclusivement d'officiers hongrois émigrés, au nombre de 120, et sous le commandement de Daniel IHÁSZ ; jusqu'au 15 juin, l'effectif de cette troupe fut porté à 398 hommes, jusqu'au 27 à 880 (principalement par l'enrôlement de prisonniers de guerre hongrois) et — grâce à l'activité de recruteur déployée par Klapka — atteignit le chiffre de 3.200 hommes au commencement de juillet ; c'est alors que la légion entière, divisée en cinq bataillons, fut logée partie à Aquis et partie à Alexandrie et Asti, quand, l'armistice étant déjà conclu, il devenait plus que douteux qu'elle fût appelée à jouer un rôle <sup>2</sup>.

Mais déjà l'organisation et la gestion des affaires de la légion hongroise n'étaient pas allées sans difficultés, sans frottements, ni même, par la suite, sans démêlés personnels. Le décret royal si longtemps attendu fut enfin publié le 10 juin ; il n'était pas signé du roi, alors au camp, mais de son représentant, le duc EUGÈNE de SAVOIE-CARIGNAN. Il suscita dès l'abord un grand mécontentement, car il n'y était pas question de la Hongrie, mais seulement d'une légion hongroise qui devait être organisée dans l'armée piémontaise et qui était assimilée sur tous les points aux autres troupes de volontaires. Aussitôt les principaux officiers déclarèrent que dans ces conditions ils ne serviraient pas

1. Pour le texte italien, voir la revue *Corvina*, 1925, (n° X), p. 10; Pulszky, *ouvr. cité*, III, p. 256.

2. Nous reproduisons les données parfaitement authentiques de Vigevano, *ouvr. cité*, p. 47 et sq. Voir en outre l'article de Daniel Bothár, *A Magyar Nemzeti Igazgatóság történetéhez* (Contribution à l'histoire du « Comité National hongrois »), dans *Magyar Figyelő*, 1911, p. 377, *K. iratai*, I, p. 349. Selon Kossuth (l. n° 368), l'effectif de la légion, avant l'armistice, dépassait 4.000 hommes.

plus longtemps ; mais Teleki et Klapka, qui sans plus tarder s'étaient rendus à Turin, obtinrent que la dénomination fût modifiée en *troupe hongroise d'Italie* (*esercito ungherese in Italia*) que le drapeau hongrois fût autorisé et que l'on permît aussi d'insérer dans le serment et la formule d'engagement une déclaration suivant laquelle les soldats de ladite troupe ne devaient fidélité et obéissance au roi Victor-Emmanuel que tant qu'ils se trouveraient sur le sol italien ; aussitôt arrivés dans leur patrie, ils seraient soumis au gouvernement national hongrois qui devait y être constitué <sup>1</sup>.

En toutes ces affaires, Cavour témoigna d'une prévenance irréprochable et se contenta de prier les Hongrois de ne pas faire, en public, un trop grand éclat de leurs privilèges. Le memorandum de SZEMERE, que celui-ci lui envoya et qui probablement était dirigé contre Kossuth, ne dut guère l'impressionner. Par contre, le gouvernement français ne cessait de soulever des difficultés ; le prince Napoléon lui-même ne cachait pas le vif mécontentement que lui inspiraient les atermoiements et l'inaction auxquels il était condamné, lui qui avait embrassé la cause de la légion hongroise. Le Comte WALEWSKI, ministre des affaires étrangères de Napoléon III, protesta violemment auprès du prince COUZA contre la cession des dépôts d'armes mis à la disposition des Hongrois, ce qui fut l'occasion d'un vif échange de dépêches entre Klapka et le gouvernement français <sup>2</sup>.

Après force appels et exhortations, Kossuth finit par quitter Londres ; le 16 juin il arrivait à Paris, le 18 à Lyon, le 20 à Marseille et le 22 à Gênes. A Marseille il reçut de mauvaises nouvelles sur l'état des affaires de la légion, mais à Gênes une dépêche de Cavour qui le saluait à l'occasion

1. *K. iratai*, t. I<sup>er</sup>, passim. Ce volume est rédigé avec une telle négligence, les données en sont tellement confondues, que l'on a peine à distinguer la marche des événements. Les passages en question concordent d'ailleurs avec les communications de Vigevano citées en cet article. Les *Bús dalok* (Chansons mélancoliques) et le *Hiszkegy* (Credo) hongrois du sergent Bagó que l'on trouvera parmi les manuscrits du Nemzeti Muzeum, jettent une vive lumière sur l'état d'esprit des légionnaires hongrois.

2. Extrait d'une lettre de M. Kiss, du 11 juin, Fonds K., Nemzeti Muzeum ; *Revue des deux Mondes*, article cité, p. 854 et suivantes ; Szemere, *Journal*, II, p. 139.

de son arrivée sur le sol italien et le pria de lui rendre visite le plus tôt possible. De là, après avoir envoyé en Hongrie un communiqué signé également de Klapka et de Teleki, il se mit immédiatement en route et pendant le voyage même il fut l'objet d'ovations chaleureuses non seulement de la part des légionnaires hongrois en garnison à Alexandrie, Aqvi et Asti, mais aussi du peuple et des soldats italiens <sup>1</sup>.

Le 24 juin, c'est-à-dire le jour de la bataille de Solferino, qui décida définitivement du sort de la guerre, Kossuth fut reçu par Cavour ; c'était la première fois qu'ils se rencontraient. La manière dont Cavour l'accueillit, sa personnalité, sa sincérité, la compréhension dont il fit preuve produisirent sur Kossuth la meilleure impression ; d'ailleurs il ne considérait pas l'entretien comme terminé, car le premier ministre le pria de revenir le lendemain, afin de le mettre en rapports avec NIGRA, son confident, qu'il désirait attacher à sa personne. Kossuth est plein d'espoir, d'autant plus que l'après-midi, à l'occasion d'une promenade en voiture, il a peine à se frayer un chemin au milieu de la foule qui l'acclame. Il écrit à sa femme qu'il espère pouvoir bientôt admirer avec elle les merveilles de ce « divin » pays, et le jour même il adresse aux légionnaires hongrois, par l'intermédiaire d'IHÁSZ, une proclamation entraînant dans laquelle il leur annonce que prochainement il pourra se joindre à eux et qu'il espère avoir bientôt le droit de leur dire : le but est assuré. Il leur fait espérer que non seulement il sera donné satisfaction à leur sentiment national, mais qu'on améliorera aussi leur ordinaire ; Kossuth, en effet, avait dû déjà entendre dire que des plaintes s'étaient fait entendre à cet égard et que le mécontentement commençait à se répandre parmi eux. C'est ce qui explique le memorandum adressé par lui, le jour même, au gouvernement piémontais, et dans lequel il formule certaines exi-

1. Lettres de Kossuth à sa femme sur son voyage, *K. iratai*, I, p. 414 et suivantes, 427 et sq. ; lettre inédite de Kossuth, datée de Lyon, 18 juin (Nemzeti Muzzeum) ; article d'Ernest Mauks sur l'accueil fait à Kossuth en Italie, *Pesti Hirlap*, 16 octobre 1891. Mauks s'appuie sur un livre plus ancien, de Payn, où le 27 juin est désigné par erreur comme la date de l'arrivée de Kossuth à Turin.

gences touchant la condition matérielle des soldats hongrois <sup>1</sup>.

Kossuth convint avec Cavour que le lendemain, après une nouvelle entrevue, il se rendrait aux quartiers généraux avec Nigra. Mais ce projet devait échouer, car le soir même une dépêche appelait le comte auprès du roi, au quartier général; il lui fallut emmener avec lui Nigra, par qui il fit donner à Kossuth le conseil de se rendre à Parme, auprès du prince Napoléon, et de recourir à l'intercession de ce dernier. Il était évident que les choses prenaient une mauvaise tournure, mais — à en juger par ses lettres — Kossuth était maintenu dans ses dispositions optimistes par l'accueil, enthousiaste jusqu'au délire, qu'il rencontrait partout au cours de son voyage, comme d'ailleurs à Parme même. Le prince le retint quelques jours dans cette ville, afin de pouvoir d'abord envoyer une lettre à l'Empereur; la première impression de Kossuth fut que l'on remplirait les promesses qui lui avaient été faites, mais qu'on tiendrait en suspens le moment de leur exécution; il voyait déjà le plan de la proclamation qui devait être lancée par le Comité National et au moyen de laquelle on espérait amener pour le moins dix mille soldats hongrois à quitter l'armée autrichienne et à devenir transfuges; Kossuth refusait son consentement, mais il n'en estimait pas moins que les chances s'amélioreraient de jour en jour <sup>2</sup>.

Le 29 juin Kossuth partit pour Milan où il apprit, le lendemain, que l'empereur Napoléon III l'attendait dans son quartier général avec le sénateur Piétri. Il ne pouvait avoir connaissance d'une déclaration faite par Cavour à propos de la question hongroise dans une lettre du 1<sup>er</sup> juillet au prince Napoléon. Il y déclare déjà — une semaine après la bataille de Solferino — que le but des alliés serait atteint plus rapidement et plus complètement s'ils pouvaient faire avancer la cause hongroise d'une manière plus efficace; par malheur, dans leurs intentions au sujet de cette dernière, ils sont

1. *K. iratai*, I, p. 428 ss.; voir l'article de D. Bothár dans le *Magyar Figyelő*, p. 388 ss.; un mémoire anonyme daté de Turin, 24 janvier (*Nemzeti Muz.*) et la remarque de Kossuth sur le même sujet, *K. iratai*, p. 362 ss.

2. *K. iratai*, I, p. 433 ss., 462 ss.

gênés par l'irrésolution, pour ne pas dire la mésintelligence, qui règne dans le comité hongrois (c'est-à-dire le Comité National) ; quant aux dispositions qu'il faudrait prendre en Hongrie, elles sont entravées par les conditions défavorables où se trouvent les principautés danubiennes et qui enlèvent à Couza toute confiance en soi. Klapka fait ce qu'il peut, mais il est paralysé dans son activité par les membres civils du comité hongrois. « Je ne veux pas dire, écrit-il, que Kossuth est mal disposé, bien au contraire, je suis prêt à rendre le plus complet hommage à sa loyauté et à sa modération, mais il veut subordonner la question de la légion à celle du soulèvement, ce qui — à mon avis — est une grande méprise. » Cavour espère que le prince réussira à faire comprendre cela à Kossuth et qu'à son retour du camp il appuiera franchement les efforts de Klapka <sup>1</sup>.

Ce ne fut qu'à l'occasion de cette réception que Kossuth put remettre à Napoléon III la déclaration écrite garantissant la neutralité du nouveau gouvernement anglais ; rassuré de ce côté, l'Empereur objecta le péril allemand, sur quoi Kossuth s'efforça de lui prouver que le plus sûr moyen de provoquer ce péril serait de poursuivre sur le territoire austro-allemand l'armée autrichienne, battue et en déroute, au lieu de briser sa puissance en territoire hongrois ; mais s'il ne se décidait ni pour l'un ni pour l'autre, l'Autriche se relèverait et ne tarderait pas à attaquer de nouveau. Sur tous ces points, Napoléon III donna raison à Kossuth et, avec toutes les apparences de la sincérité, l'assura qu'il était fermement résolu à rendre la Hongrie indépendante, à moins qu'il ne survînt entre temps quelque événement imprévu d'une nature telle que Kossuth se vît forcé lui-même de reconnaître l'impossibilité d'un pareil projet. L'Empereur s'exprimait ainsi trois jours avant la conclusion de l'armistice et huit jours avant l'accord de Villafranca, résultat de sa propre initiative ! Après l'avoir prié expressément de lui envoyer dans son camp le plus tôt possible, une troupe en uniforme hongrois, Napoléon III prit congé de Kossuth <sup>2</sup>.

1. *Revue des Deux Mondes*, art. cité, p. 859.

2. Cette conversation est racontée par trois fois dans *Kossuth iratai*, pp. 366, 441 et 455.

Tout porte à croire que les succès des alliés sur les Autrichiens — succès relativement prompts et faciles, et qui furent scellés par la victoire de Solferino — bien loin d'éveiller les inquiétudes de l'émigration, l'encouragèrent dans ses espérances. L'organisation de la légion hongroise se poursuivit avec plus d'ardeur et aussi, du côté italien, avec plus d'empressement, et Kossuth, après son entrevue de Valeggio avec l'Empereur, écrivit à sa femme de venir au plus tôt le rejoindre en Italie.

Du quartier général français, Kossuth se rendit directement à Turin, où il convoqua tous les officiers influents de la légion hongroise ; ils tinrent ensemble une conférence dans laquelle ils convinrent des détails de l'organisation et de l'équipement. Une note exposant tout le plan de cette organisation fut remise à Cavour avec qui, à la suite de l'intercession de Piétri, Kossuth lui-même eut une explication définitive ; mettant de côté — comme il disait — le diplomate, le premier ministre sarde déclara à cette occasion, avec une entière franchise, que si la Hongrie n'était pas délivrée, il était convaincu que les Italiens n'auraient pas beaucoup gagné à toute cette guerre et qu'en mettant les choses au mieux ils auraient à envisager un avenir des plus menaçants <sup>1</sup>.

Animé des plus belles espérances, Kossuth se rendit à Gênes le 6 juillet pour affermir la discipline et le moral des troupes hongroises en train de s'y organiser ; chemin faisant, à Aqvi et Alexandrie, il adressa aux soldats une allocution enflammée ; arrivé à Gênes, une nouvelle foudroyante le surprit, le 8 juillet ; les belligérants avaient conclu un armistice ! Kossuth envoya en Hongrie un rapport détaillé, daté de ce même jour, dans lequel il rendait compte de sa conférence avec l'Empereur et des mesures qu'il avait prises ; ce même 8 juillet, le Comité National, espérant vaguement que la conclusion de la paix ne suivrait pas de si tôt l'armistice, fit parvenir à Ihász, par le colonel Imre Szabó, un décret lui enjoignant de continuer sans

1. *K. iratai*, I, p. 368 ss, 447 ss. Bothár, art. cité, p. 343, *Remarques* du 6 juillet. Note de N. I, dans le Fonds Kossuth du Nemzeti Muzeum.

faiblir l'organisation de la légion hongroise et d'exhorter les officiers à la concorde, à la persévérance et à la confiance ; quant à Kossuth, il adressa à Piétri une lettre où il lui dépeignait la situation, lourde de responsabilité, dans laquelle on l'avait entraîné, et le priait de l'éclairer sur ce que l'on pouvait attendre <sup>1</sup>.

La réponse lui fut fournie quelques jours plus tard par l'empereur Napoléon III lui-même, dans une lettre autographe adressée à Piétri ; il communiquait à celui-ci le traité de paix conclu à Villafranca, le 11 juillet, avec l'Empereur d'Autriche et qui mettait fin à la guerre. « Dites à Kossuth — écrivait-il — que je regrette infiniment l'obligation où je me trouve à présent de renoncer à libérer sa patrie. Je ne puis agir autrement. La chose est impossible. Mais je le prie de ne pas se décourager, d'avoir confiance en moi et en l'avenir. Entre temps qu'il soit convaincu de mes sentiments d'amitié ; en ce qui concerne sa personne et celle de ses enfants, je le prie de disposer de moi. » De son propre aveu, Kossuth pleura à la lecture de cette lettre et déclara avec indignation que l'Empereur des Français n'était pas assez riche pour faire l'aumône à Louis Kossuth <sup>2</sup> !

Son unique satisfaction fut de voir le comte Cavour partager entièrement son indignation ; quand il lui rendit visite, avec Piétri, un ou deux jours plus tard, Cavour avait déjà donné sa démission.

« Dans la politique — dit-il à Piétri — on transige souvent sur l'heure et sur les moyens, quelquefois même on est obligé de transiger sur les principes ; mais il y a une chose sur laquelle un homme digne de ce nom ne transige jamais : l'honneur. Votre Empereur m'a déshonoré. Il m'avait donné sa parole, il avait fait vœu de ne pas s'arrêter avant d'avoir, une fois pour toutes, chassé d'Italie les Autrichiens, et pour son salaire il s'était réservé la Savoie et Nice. Et maintenant votre Empereur emporte le salaire mais il nous abandonne ici, à mi-chemin. Il faut que nous nous contentions de la Lombardie et, pour que le marché

1. *K. iratai*, I, p. 368 ss. 447 ss. 468 ss. ; Bothár, *ouvr. cité*, p. 384-385 ; Pulszky, *vol. cité*, p. 257.

2. *K. iratai*, I, p. 472-473.

soit complet, il veut enfermer mon Roi dans les liens d'une confédération... Je suis déshonoré devant mon Roi... » Puis, s'adressant à Kossuth : « Que l'Empereur des Français s'en aille. Qu'il s'en aille ! Mais vous et moi, M. Kossuth, nous continuons notre chemin. N'est-ce pas ? A nous deux, nous ferons ce que l'Empereur des Français n'a pas osé achever. Nous autres, nous ne nous arrêtons pas à mi-chemin. » Combien Cavour ressentait le préjudice causé aux Hongrois, c'est ce que montre une lettre confidentielle qu'il adressa plus tard au général Dabormida et dans laquelle il recommande à sa bienveillance les « pauvres Hongrois dupés par notre noble allié ; de peur qu'ils n'expient leur crédulité sous le bâton d'un caporal <sup>1</sup> ».

Il n'est pas sans intérêt de mentionner le léger reproche qu'une respectable personnalité italienne adressa récemment à Kossuth : de son propre aveu, il aurait, bien involontairement, suggéré, lui-même à Napoléon III l'idée de cette paix soudaine en appelant son attention sur le péril qui surviendrait au cas où les Autrichiens seraient contraints de battre en retraite en territoire allemand <sup>2</sup>. C'est là une affirmation complètement erronée. Quand bien même cette éventualité se serait produite, l'Empereur des Français aurait eu le temps de conclure la paix ; par contre il est absolument certain qu'au lieu de se retirer, sur le territoire allemand, l'armée autrichienne aurait accepté la lutte sur le territoire de la Hongrie si les alliés l'avaient attaquée là. Dans une lettre confidentielle, le comte Etienne SZÉCHENYI note que « dans ses calculs Kossuth a de nouveau oublié un facteur essentiel, à savoir que Louis Napoléon pourrait bien faire de lui sa dupe <sup>3</sup>. »

Ce fut principalement Ferenc PULSZKY <sup>4</sup> qui prit avec succès la défense de Kossuth contre les attaques dont il fut alors l'objet dans la presse.

1. *Ibidem*, p. 476 et suivantes ; Vigevano, *ouvr. cité*, p. 62 (« i poveri ungheresi dal nostro generoso alleato delusi... ») ; Pulszky, *vol. cité* p. 260 et sq.

2. Vigevano, *ouvr. cité*, p. 59-60.

3. Rónay, III, p. 71.

4. Déclaration de Pulszky dans la *Tribune* de New-York (communiqué de la *Neue Preussische Zeitung*, 16 septembre.) dans la collection A. Vörös, *Musée National*.

Quelques fautes que Kossuth ait pu commettre au début en se laissant aller à des entreprises et des encouragements précipités, l'impartialité oblige à convenir que s'il eut jamais le droit et l'occasion de croire au succès, ce fut bien en cette année 1859 ; et néanmoins il procéda toujours avec la plus grande circonspection et ne cacha jamais qu'il nourrissait la plus grande méfiance — que les événements justifiaient — à l'égard des alliés et particulièrement de l'Empereur Napoléon III. Le baron Miklós JÓSIKA lui-même, qui fut pour Kossuth un critique sévère, reconnut que pour cette fois celui-ci ne s'était pas laissé abuser. Alors que d'ordinaire il agissait de son propre chef, sans consulter personne, — en cette occasion c'était toujours lui, entre tous les membres du comité, qui serrait les freins, qui contenait ses collègues, qui se montrait soupçonneux et qui temporisait, si bien que parfois il s'attirait le ressentiment de KLAPKA et des autres soldats et que, si la Hongrie ne fut pas exposée à de plus grands risques, c'est à la méfiance et à la circonspection de Kossuth qu'elle le dut en premier lieu.

Quelque désastreuse que fût pour les aspirations des émigrés la paix de Villafranca, Kossuth et ses collègues ne considéraient pas leur rôle comme terminé et n'abandonnaient pas tout espoir. L'état des esprits en Hongrie, la promesse de Cavour, le mécontentement que ce demi-résultat avait provoqué, particulièrement chez les Italiens, étaient autant d'encouragements pour l'avenir. Suivant Kossuth, la paix de Villafranca était accueillie partout avec le plus vif mécontentement. « Les Russes se méfiaient, les Anglais s'armaient, les Allemands s'alignaient ; partout soupçons et méfiance, et les éclats passionnés par lesquels se traduisait l'irritation générale jetaient journellement de l'huile sur le feu. Le monde entier jugeait la situation incertaine, intenable. De tous côtés s'annonçaient les signes précurseurs de l'orage, et les émigrés hongrois devaient forcément puiser dans cette situation le stimulant nécessaire pour mettre à profit l'occasion qui pouvait s'offrir. » « D'ici quelques années, — écrit-il à PULSZKY — il éclatera en Europe une tempête telle que le monde en a vu peu de pareilles. » Jósika, qui n'était pas non plus un optimiste, estimait impossible que

la nation hongroise reconnût à l'Autriche une plus longue vie qu'à elle-même ; il croyait même que l'Autriche était justement au bord de l'abîme <sup>1</sup>.

Par suite de la paix de Villafranca, les rapports et les arrangements qui se poursuivaient entre les membres de l'émigration d'une part et le prince de Moldo-Valachie, ainsi que les autres facteurs de la politique serbe d'autre part devenaient pour ainsi dire sans objet.

Etant donnée la situation, la tâche incombant, comme le premier et le plus sacré de leurs devoirs, aux chefs de l'émigration était d'assurer le sort des soldats hongrois qui, répondant à leur appel, avaient déserté les drapeaux autrichiens pour se rallier, comme déserteurs ou comme prisonniers de guerre, sous l'étendard de la légion hongroise d'Italie, et qui de cette façon s'étaient rendus coupables, au point de vue autrichien, d'un crime capital. Il fallait bien dissoudre « l'armée hongroise d'Italie » : à cet égard aucun doute n'était possible. De Turin même, le Comité National Hongrois adressa aux chefs de brigades, les 14 et 16 juillet, un ordre du jour leur annonçant que la conclusion de la paix était un fait accompli et que pour cette raison le Comité se séparait, mais portant à la connaissance des troupes hongroises que l'impunité, en cas de retour dans leur patrie, était assurée aux sous-officiers et soldats de la part de l'Empereur français, qui interviendrait également pour qu'ils ne fussent pas astreints au service militaire par le gouvernement autrichien ; on pourvoirait aussi à leur rapatriement. Ceux qui ne voudraient pas rentrer en Hongrie seraient admis au service de la France, où ils garderaient leur rang. Quant au sort des officiers, aucune décision n'avait encore eu lieu ; par ailleurs, le général Klapka, qui restait à Turin, se chargeait des dispositions ultérieures <sup>2</sup>. En même temps, dans un ordre du jour spécial, Klapka recommandait aux soldats d'observer le bon ordre et la discipline en attendant leur rapatriement, et le général Czecz, dans un autre ordre du jour, prenait congé des brigades hongroises <sup>3</sup>.

1. *K. iratai*, II. p. 8-9 ; Pulszky, *ouvr. cité*, p. 265 ; Jósika, lettre du 1<sup>er</sup> sept.

2. *K. iratai*. I. p. 480 et suivantes ; Vivegano, *ouvr. cité*, p. 60-62.

3. Bothár, *article cité*, p. 386-387.

Dès le milieu de juillet, à l'occasion des pourparlers de Turin, Cavour et Piétri — ce dernier en qualité de délégué de Napoléon — avaient promis à Kossuth et à ses collègues que les sous-officiers et soldats hongrois toucheraient 15 jours de solde, en quelque sorte à titre de prime de démobilisation, lors de leur départ, et que les officiers, mais, avant tout, les émigrés qui avaient dû quitter leur emploi, obtiendraient aussi une certaine indemnité ; cette promesse fut réalisée dès le lendemain, en ce sens qu'il fut distribué une somme suffisante pour verser aux officiers — proportionnellement à leur grade — une prime de 1.000 à 6.000 francs <sup>1</sup>.

La question la plus brûlante et la plus délicate était de garantir les futurs rapatriés contre le danger d'être exposés, une fois en Hongrie — malgré l'impunité qui leur était formellement promise — à l'obligation du service militaire ainsi qu'à la vengeance et aux vexations qui pouvaient en résulter pour eux. Comme Kossuth et ses collègues voulaient retarder le rapatriement jusqu'au jour où la plus complète garantie leur serait donnée à cet égard, et que d'autre part un grand nombre de légionnaires perdaient patience et voulaient absolument rentrer chez eux, ces atermoiements, qui durèrent environ deux mois, mirent réellement à une rude épreuve la discipline des soldats hongrois, mais ils s'en tirèrent à leur honneur <sup>2</sup>.

On sait qu'à l'occasion de l'entrevue de Villafranca les deux empereurs tombèrent d'accord sur la nécessité d'une amnistie entière et réciproque, mais ce vœu ne fut exprimé que sous une forme très générale dans la convention qui fut alors signée <sup>3</sup>. Le soin de déterminer de plus près la procédure fut réservé aux pourparlers en vue de la paix qui s'ouvrirent à Zurich le 8 août, mais ne furent clos que le 10 novembre. Il s'agissait donc de disjoindre cette question des

1. Pulszky, *tome cité*, p. 262 ; *K. iratai*, I. p. 500-501.

2. Klapka, lettre du 14 août, *K. iratai*, I. p. 486 ; M. Kiss, extrait d'une lettre du 12 septembre (Nemzeti Muzeum).

3. « Une amnistie pleine et entière est assurée de part et d'autre, sur le territoire des parties belligérantes, aux personnes compromises à l'occasion des récents événements. » *K. iratai*, I. p. 479.

autres détails de l'œuvre diplomatique, afin de lui donner une solution séparée, prompte et satisfaisante. On a vu plus haut que Cavour avait agi dans ce sens, par l'entremise du général Dabormida. Kossuth adressa à l'Empereur Napoléon III, par l'intermédiaire de Piétri, une lettre à ce même effet ; il lui fut répondu que le délégué français à Zurich avait reçu dans ce sens des instructions précises et qu'à cet égard l'Empereur ne croyait pas qu'il pût surgir de difficultés. Plein d'une inquiétude bien légitime, Kossuth envoya à l'Empereur, par l'intermédiaire du prince Napoléon, un nouveau memorandum, et Ladislas Teleki se rendit lui-même à Zurich afin de hâter par son intercession personnelle la conclusion de cette affaire<sup>1</sup>.

Enfin le colonel Imre Szabó, le délégué de Kossuth à Paris, reçut un pli daté du 3 septembre l'informant que le comte Rechberg avait assuré l'envoyé français que les soldats hongrois de la légion d'Italie seraient « renvoyés dans leurs foyers »<sup>2</sup>. Mais les chefs de l'émigration n'étaient pas encore entièrement rassurés : ils ne jugeaient pas impossible que ce « renvoi dans leurs foyers » signifîât un simple congé à l'expiration duquel les anciens légionnaires hongrois seraient astreints de nouveau au service militaire ; aussi désiraient-ils de plus amples garanties à cet égard et en même temps l'envoi à Alexandrie d'un délégué militaire autrichien qui coopérât aux opérations de rapatriement. Cette demande ayant été chaudement appuyée par le gouvernement piémontais, l'Empereur Napoléon III adressa de Biarritz, le 14 septembre, la dépêche suivante au roi Victor-Emmanuel : « Le comte Rechberg a promis par écrit que les soldats hongrois de la légion étrangères bénéficieraient d'une amnistie et seraient exemptés de tout service militaire. »<sup>3</sup>

1. *K. iralai*, I. p. 386-493 ; lettre de Kossuth à M. Kiss, 21 août. (Nemz. Muz.)

2. *K. I.* I. p. 497.

3. Vigevano, *ouvr. cité*, p. 63, note datée de Turin, le 8 septembre, et note datée de Paris, même jour (Nemz. Muz.) suivant Kossuth (*K. iralai*, I. p. 504) la dépêche de l'Empereur est du 16 septembre, selon Vigevano du 14, ce que prouve d'ailleurs la dépêche de Lamarmora (14 septembre) qui se trouve parmi les papiers de Kossuth.

Dès le 9 septembre, les généraux KLAPKA, du côté hongrois, et PETITTI DI RORETO, du côté italien, étaient tombés d'accord, à Alexandrie, sur les modalités du rapatriement de la légion hongroise ; celle-ci comptait alors 44 officiers et 3.033 sous-officiers et soldats. Tous ayant été interrogés au sujet de leurs désirs, quatre des officiers exprimèrent le vœu de rester au service du Piémont et furent mis provisoirement en disponibilité ; c'étaient le colonel IHÁSZ et les commandants TükÖRY, Joseph KISS et EBERHARDT ; seize désirèrent entrer au service de Modène, douze demandèrent l'autorisation de rester en Italie, et douze se décidèrent pour le retour au pays. Parmi les sous-officiers et soldats, 93 préféraient rester au Piémont, 32 désiraient entrer dans l'armée de Modène, 24 voulurent émigrer en Amérique, 27 dans les principautés danubiennes ; tous les autres demandèrent à être rapatriés <sup>1</sup>. Quant à Etienne TÜRRE, bien qu'il ne fût pas encore guéri de ses blessures, il resta naturellement au service de l'Italie <sup>2</sup>.

Lors de l'embarquement des soldats hongrois, le 19 septembre, la gare d'Alexandrie fut le théâtre d'une rencontre mémorable. Le roi Victor-Emmanuel, qui se rendait à Milan, passait justement par Alexandrie lorsque Klapka — déjà en civil — arriva lui-même à la gare, pour diriger le départ du dernier détachement hongrois. Reconnaisant Victor-Emmanuel, les soldats l'accueillirent par de vives acclamations ; le roi fit appeler Klapka, lui adressa les adieux les plus touchants, exprima sa gratitude envers la légion et l'espoir qu'il avait de voir triompher la cause de la patrie hongroise <sup>3</sup>.

Quant à Kossuth, après avoir réglé les affaires qui réclamaient sa présence personnelle, il avait passé de l'autre côté

1. Tels sont les chiffres indiqués par Vigevano (p. 64) et qui, reposant sur les documents contenus dans les archives du Ministère de la guerre italien (précédemment piémontais), peuvent être considérés comme absolument authentiques.

2. Lettre de Kossuth à Ludvigh, 29 septembre, et lettre de Türr, 15 octobre (*Musée National*).

3. Communiqué de l'*Echo de la Presse Etrangère*, 24 septembre (*Nemz. Muz.*) Cette scène est décrite également dans une lettre d'Ihász, qui y assista aussi : *K. iratai I*, p. 508 509, ainsi que par A. Veress, *vol. cité*, p. 372.

des Alpes pour fuir les chaleurs de l'été italien et chercher un peu de délassement et de calme ; il y retrouva sa famille, à l'exception de sa fille Vilma, restée à Londres avec les Pulszky. Selon ses lettres, il était déjà en Savoie, à Aix-les-Bains, le 18 juillet, le 31 à Genève, le 12 août à Bex, le 21 à Vevey, le 31 à Interlaken, le 2 septembre à Lucerne, le 5 à Strasbourg, le 6 à Paris et, dès le 24, il fut de nouveau à Londres.

Ainsi qu'il s'exprime dans une lettre à Pulszky : « il essaye de puiser dans l'air glacé des Alpes Suisses un baume rafraîchissant pour sa poitrine endolorie, car il a un enfer dans le cœur. » Mais en dépit de son chagrin, son sentiment inné pour les beautés de la nature ne tarde pas à reprendre le dessus ; on le verra bientôt faire du tourisme et s'extasier sur les paysages de la Suisse.

Nous ignorons qui il fréquenta à Paris ; il se proposait d'y passer une semaine, mais il est probable que ce n'était pas — ainsi qu'il avait écrit dans une lettre précédente — parce que, de cette ville, « on coquetait avec lui » par lettres et dans les journaux <sup>1</sup>.

Le retour à Londres, qui si longtemps lui avait servi d'asile et qu'il avait quitté au milieu de si belles espérances, fut plein de tristesse pour Kossuth. Il était déçu lui-même, sa femme était malade et ne retrouvait pas son foyer. Il avait si peu compté revenir en cette ville qu'il y avait dissous son ménage et donné congé à son propriétaire ; sans abri, il lui fallut se retirer dans un boarding-house en attendant de trouver un logement <sup>2</sup>. Depuis la catastrophe de Világos, sa vie n'était qu'une longue suite de naufrages ; mais le plus douloureux de tous ces échecs, parce que le plus inattendu, fut peut-être celui de Villafranca.

(Académie Hongroise).

ALBERT DE BERZEVICZY.

1. Pulszky, *toine cité*, p. 264, 274 ; lettre de Kossuth à Tanárky, 12 août (Nemz. Muz.), lettres du même à Irányi, 31 juillet, et à M. Kiss, 21 août (Nemz. Muz.) ; à Márki, Horváth Mihály, p. 201.

2. Lettre de Kossuth à Ludvig, 29 septembre (Nemz. Muz.)